



**Name of the author(s): CORDRIE Benjamin, GLÉMAIN Pascal, HUET Nathan, RENAULT Michel**

**Contribution number: 132**

**Theme selected: 3. SSE territorial ecosystems and transition**

**Language of presentation : Français**

**Affiliation(s) : Cyclann, Espaces et Sociétés (ESO), Association Xylm, Centre de Recherche en Economie et Management (CREM)**

## **Innover dans la transition socio-écologique: les opportunités et les défis méthodologiques d'une recherche impulsée par des acteurs de l'ESS**

### **Résumé:**

Notre contribution se fonde sur un projet de coopération entre des structures bretonnes et togolaises de l'économie sociale et solidaire (ESS), dans une démarche de renforcement mutuel de capacités. Les structures ESS impliquées dans cette coopération se sont saisies de cette situation « inédite », c'est-à-dire l'espace inexploré de la coopération entre des écosystèmes de l'ESS à l'échelle translocale, pour s'engager collectivement dans une démarche de recherche-action participative. La finalité de ce processus de recherche est de démontrer la pertinence pour les structures de l'ESS – qui y sont peu habituées – de s'ouvrir à l'international, et l'intérêt pour la solidarité internationale de considérer les apports de l'ESS dans la transition socio-écologique et solidaire. Dans ce cadre plusieurs approches méthodologiques seront déployées pour répondre à la problématique : observation participante et participation observante, journaux de bord, *focus groups*. Notre contribution s'appuie sur cette démarche afin d'illustrer le potentiel d'une recherche- action participative initiée par les acteurs de l'ESS pour jouer un rôle proactif dans l'innovation et la définition de leur rôle dans la transition socio-écologique. Elle a également pour vocation de présenter une réflexion critique sur les apports et limites de cette méthodologie d'enquête. Nous voulons fournir un exemple des opportunités et des défis que représente la recherche-action participative pour l'ESS, en particulier dans un moment de transition socio-écologique imposant de redéfinir son action, mais aussi de viser à transformer les pratiques dans le reste de la société. Se saisir du mouvement de recherche permet aux acteurs de l'ESS d'affiner leur propre action, de construire des savoirs collectifs, et d'étendre ces enseignements au-delà du collectif de recherche et jouer un rôle transformatif sur la société.

**Mots-clés: recherche-action participative, méthode, rôle transformatif, transition socio-écologique, coopération**

## Introduction

Le secteur de la solidarité internationale se trouve dans une situation inédite, du fait d'un essoufflement de ses formes classiques, celles qui reposent historiquement sur un appui technique, méthodologique, financier des pays dits du « Nord » vers les pays dits du « Sud ».

En effet, il est aujourd’hui largement accepté que bon nombre d’organisations du « Sud » possèdent des compétences techniques et méthodologiques suffisantes pour mener à bien ces projets par elles-mêmes (ONG Lab, 2020). D’autre part, de nombreuses voix s’élèvent régulièrement pour dénoncer certains défauts systémiques des dynamiques de coopération « Nord-Sud » : asymétrie (Elbers, 2013), création de dépendance (Olivier de Sardan, 2022), paternalisme (De Leener, 2013)... De plus, de nombreuses associations de solidarité internationale sont également confrontées à des difficultés pour mobiliser, notamment chez les jeunes générations (Réseau Bretagne Solidaire, 2022).

En parallèle, un certain nombre d’institutions internationales (Organisation Internationale du Travail, Union Européenne, Organisation des Nations Unies, Organisation de Coopération et de Développement Économiques) ont récemment reconnu l’économie sociale et solidaire comme un moteur indispensable pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ainsi, même dans les contextes historiquement considérés comme des cibles de l’aide internationale, la réponse aux défis du développement semble désormais davantage être envisagée sous le prisme de l’action locale que de la solidarité internationale (Organisation Internationale du Travail, 2022 ; Assemblée générale des Nations Unies, 2023 ; Commission Européenne, 2021 ; Conseil de l’OCDE, 2022).

Pour autant, les raisons de coopérer à l’international n’ont pas disparu, au contraire :

Dans le contexte d’une mondialisation presque totale, les interconnexions et les interdépendances entre les territoires n’ont jamais été aussi saillantes. Travailler ensemble et en cohérence à l’international a donc du sens, à la fois sur le terrain et dans le plaidoyer, lorsque les obstacles rencontrés au niveau local trouvent leur source à l’échelle internationale.

De plus, de nombreux acteurs rencontrent, sur leurs territoires locaux, des enjeux qu’ils partagent avec d’autres territoires à l’international. C’est donc une opportunité

de confronter les différentes expertises locales sur ces sujets communs, de manière à améliorer, pour toutes les parties prenantes, la connaissance, la prise en compte et la réponse à ces enjeux.

Ces constats conduisent alors non pas à abandonner l'idée de coopération à l'international, mais plutôt à envisager d'autres modes de coopération, dont les apports seraient sans doute différents dans leur nature, et plus équilibrés dans leur répartition. La nouvelle reconnaissance de l'ESS peut être considérée comme une opportunité de renouveler les pratiques de solidarité à l'international en y intégrant de nouveaux acteurs.

Du point de vue de l'ESS, la légitimation institutionnelle évoquée plus haut peut servir de point de départ à une ouverture à l'international, à une dynamique globale qui relie les structures qui s'en réclament. L'implication dans des dynamiques internationales peut représenter une opportunité pour les acteurs de l'ESS, en tant que vivier d'innovations notamment, mais aussi potentiellement pour coordonner un plaidoyer commun, ou pour agir de concert.

De plus, de nombreuses initiatives ESS naissent en réponse à des besoins des territoires, besoins qui changent avec la transition socio-écologique (Rieucau, 2024), dont les bouleversements peuvent nous pousser à vouloir nous inspirer de ce qui se fait ailleurs. D'abord, parce que la situation « ici » tend à ressembler à d'autres, ce qui rend intéressant le fait de voir ce qui se fait déjà autre part, par exemple, dans l'adaptation au changement climatique. Ensuite, parce que ces bouleversements démontrent la nécessité de bifurquer, de changer de cap et de modes de faire, ce qui légitime l'idée d'étendre ses horizons et de s'inspirer d'autre chose.

Pourtant, en l'état, le degré de rencontre entre les secteurs de la solidarité locale et de la solidarité internationale reste faible<sup>1</sup>, alors même que ceux-ci promeuvent souvent des valeurs communes (solidarité, réduction des inégalités, soutenabilité...).

C'est dans cette optique que le projet « Coopération entre écosystèmes ESS breton et togolais »<sup>2</sup> voit le jour en 2024. Cette dynamique de coopération regroupe des acteurs

---

<sup>1</sup> Les acteurs de la SI font de facto partie de l'ESS via leur statut d'association. Cependant, la frontière entre les ASI et les acteurs de solidarité locale reste souvent assez hermétique. D'autant plus que les ASI ont aussi leurs propres réseaux (RRMA), et ne s'inscrivent donc pas forcément dans les réseaux « généralistes » de l'ESS.

<sup>2</sup> Qu'on abrège ici « projet ESS Bretagne-Togo » ou « le projet de coopération » par convenance.

impliqués dans l'ESS et son développement en Bretagne et au Togo<sup>3</sup>. Son postulat de base est qu'un dialogue entre ces structures peut être bénéfique à la fois pour les acteurs togolais et les acteurs bretons, ainsi que pour leurs territoires, et donc plus largement, que la solidarité internationale peut avoir des effets transformateurs sur les territoires du « Nord » aussi bien que sur ceux du « Sud ».

Sur la base de ce projet et de son postulat de départ, un collectif de recherche s'est formé, constitué de six professionnel.le.s de l'économie sociale et solidaire (ESS) en Bretagne, trois chercheurs spécialistes de l'ESS, un coordinateur de recherche et une tiers-veilleuse.

La dynamique de recherche provient donc de l'implication des six professionnel.le.s dans ce projet d'échange international entre organisations ESS bretonnes et structures ESS togolaises (présenté dans l'encadré ci-dessous). Ce projet de coopération sert à la fois de point de départ et de terrain pour la recherche<sup>4</sup>.

Avec cet article notre but est d'examiner les aspects méthodologiques d'une recherche-action participative (RAP), qui elle-même a pour objet d'interroger le postulat suivant : « La solidarité internationale effectuée de manière réciproque peut avoir des effets transformateurs sur les territoires du Nord ».

Avec cet article, il s'agit avant tout de faire le récit des difficultés et des opportunités rencontrées au cours de la mise en œuvre d'une démarche de RAP impulsée par des acteurs de l'ESS. On veut ici illustrer la manière dont la RAP peut être un outil dont l'ESS peut se saisir pour repenser son rôle dans la transition socio-écologique, sans prétendre tirer des conclusions générales sur la façon dont celui-ci doit ou ne doit pas être utilisé. Notre démarche de recherche possède plusieurs limites, notamment temporelles<sup>5</sup>, nos conclusions sur les liens entre recherche et économie sociale et solidaire seront donc avancées avec prudence et en s'appuyant avant tout sur notre propre expérience.

---

<sup>3</sup> Le terme « ESS », même s'il est revendiqué par les structures impliquées dans le projet, n'est pas répandu au Togo, bien que des pratiques « ESS » soient largement implantées que ce soit du côté de la solidarité et de l'économie populaire ou bien du côté de l'entreprenariat social.

<sup>4</sup> On utilisera donc le terme « projet » ou « projet de coopération » pour parler de cette activité, tandis que la dynamique de recherche sera désignée avec les termes « recherche » ou « RAP ».

<sup>5</sup> Les modalités de financement de la recherche d'une part et la temporalité du projet ESS Bretagne-Togo sur lequel nous nous appuyons d'autre part circonscrivent notre démarche de recherche à une durée d'un an et demi (l'année civile 2025 et le début de l'année 2026). La recherche est donc toujours en cours, les constats posés dans cet article sont donc également provisoires.

On décrira d'abord les conditions d'élaboration de la démarche de recherche (I), avant de s'intéresser à son déroulement effectif (II), puis de souligner ce que cette expérience laisse entrevoir sur les potentialités d'une recherche-action participative impulsée par les acteurs de l'ESS (III).

### **Le projet de coopération**

Le projet « Coopération entre écosystèmes ESS breton et togolais » est une dynamique de coopération regroupe des acteurs impliqués dans l'ESS et son développement en Bretagne et au Togo sur la période 2024-2025, portée par l'association française Xylm et l'ONG togolaise STADD (Science et Technique Africaines pour un Développement Durable). Son postulat de base est qu'un dialogue entre ces structures peut être bénéfique à la fois pour les acteurs togolais et les acteurs bretons, ainsi que pour leurs territoires.

Le « recrutement » des participant.e.s a été pensé par Xylm et STADD pour que chaque représentant.e de structure puisse trouver un.e interlocut·eur·rice pour échanger autour de ses sujets de prédilection. Les organisations impliquées dans le projet sont listées en annexe (Annexe 1).

Sur la base d'enjeux communs, les structures participantes regroupées dans cinq Groupes de Travail (GT) ont d'abord échangé (en visioconférence entre décembre 2024 et février 2025) réflexions, pratiques et stratégies autour de plusieurs thématiques : innovation dans l'ESS, insertion professionnelle, économie circulaire, ESS et politiques publiques, économie informelle. Ces thématiques avaient été identifiées auparavant grâce à des entretiens et ateliers menés en parallèle par Xylm en France et STADD au Togo avec tous.les participant.e.s ; afin de faire émerger des sujets fertiles à la discussion.

Ces discussions ont ensuite été prolongées par un voyage d'étude à la rencontre d'acteurs innovants et d'initiatives inspirantes sur les deux territoires. La mission de la délégation des structures togolaises en Bretagne a eu lieu fin février 2025. Les participants ont eu l'occasion d'y découvrir les activités des membres bretons du projet, ainsi que d'autres associations agissant dans des domaines similaires aux leurs, et d'échanger de vive voix avec les partenaires français autour de leurs sujets d'intérêt communs.

Une délégation d'acteurs bretons a ensuite pris part à une mission similaire au Togo en mai 2025, avec des objectifs semblables.

Ces échanges visent à renforcer et transformer les écosystèmes ESS breton et togolais, pour leur permettre de répondre plus efficacement aux défis des transitions sociales, économiques et écologiques de leurs territoires respectifs.

## **I. Changer un questionnement flottant en objet de recherche**

La démarche de recherche que nous portons se fonde initialement sur l'engagement protagonistes non-académiques, puis académiques, au sein d'un collectif (1), motivé par une opportunité d'investigation (2), dans l'optique de démontrer le potentiel transformateur du projet ESS Bretagne-Togo sur ces participant.e.s (3).

### **I.1. L'engagement des différents membres du collectif**

Le point de départ de cette démarche de recherche est le constat fait par les partenaires du projet ESS Bretagne-Togo (avant même le début du projet) que les discussions collectives autour du projet et de ses postulats étaient toujours riches, mais trop rares. L'idée initiale a donc été de trouver un moyen de se dégager du temps de travail pour prévoir de tels temps de réflexion collective (idée qui évoluera finalement vers d'autres modalités de recherche plus engageantes, comme nous le verrons plus bas).

Pour cela, Xylm (porteur du projet ESS Bretagne-Togo) a obtenu un financement TISSAGE de l'Université de Rennes, qui aide à l'émergence de projets de recherche participative. Cela a permis de mener un travail de concertation des partenaires et potentiels partenaires du projet au sujet de leur intérêt pour un potentiel sujet de recherche lié à cette dynamique de coopération. Après cette phase de sondage, un consensus a été trouvé lors d'un temps de discussion commun, d'une part autour de la pertinence d'une démarche de recherche, d'autre part autour de l'angle d'approche à adopter.

Les membres du comité scientifique ont été contactés dans un second temps, dans une volonté de faire dialoguer les savoirs collectifs que la démarche de recherche pourrait apporter avec des savoirs académiques. Ils n'ont pas rejoint le collectif par intérêt scientifique, sans considérer donc l'objet de recherche comme un terrain à exploiter. La recherche a d'abord été impulsée par la composante « société civile » du collectif, que les membres du comité scientifique ont rejoint par la suite, plus en tant que ressource qu'en tant que moteur de la recherche. Notre collectif de recherche provient d'une interrogation de la part d'acteurs de l'ESS, qui sont à l'origine de la démarche d'enquête, ce qui bouleverse l'équilibre habituel rencontré dans les projets de recherche participative, où les chercheur.se.s sont souvent au centre de la démarche.

Ici, non seulement c'est la composante « société civile » qui est la plus présente, mais ce sont même les acteurs de l'ESS qui se sont saisis de la démarche de recherche. On s'approche alors davantage de concepts comme celui de recherche-action coopérative (Souchard et Bonny, 2015 ; Gillet et Tremblay, 2017) ou de recherche contributive (Stiegler, 2020), mais on préférera utiliser ici le terme de recherche-action participative, plus parlant et plus largement admis, en plus d'être le terme utilisé usuellement dans les échanges au sein du collectif. Ce déséquilibre initial constitue donc la principale originalité de notre démarche, même si elle a également pu nous être préjudiciable sur certains aspects, comme la communication entre comité scientifique et partenaires opérationnels.

Sur cette base, le collectif a répondu à un appel à projet de la Région Bretagne, et ainsi réussi à financer du temps de travail pour chacune des structures impliquées<sup>6</sup>, ainsi que le recrutement d'un coordinateur de recherche et d'une tiers-veilleuse, en mettant en avant la problématique identifiée lors de la concertation. Le coordinateur de recherche, en tant que seule personne travaillant « à temps plein » sur la recherche, a pour mission d'assurer la continuité de la démarche de la récolte de données à la valorisation des résultats en passant par l'organisation des temps collectifs. La tiers-veilleuse est chargée de garantir l'équilibre entre le comité scientifique et les partenaires opérationnels au sein du collectif de recherche<sup>7</sup>. Le collectif de recherche se constitue donc finalement de 5 structures de l'ESS bretonne (Pôle ESS du pays de Fougères, CRESS de Bretagne, TAg35, La Basse Cour, Xylm) représentées par 6 de leurs salarié.e.s ; 3 chercheurs représentant 3 laboratoires de recherche : Espaces et Sociétés (ESO), Centre de recherche en économie et management (CREM) et Cyclann ; un coordinateur de recherche ; une tiers-veilleuse<sup>8</sup>.

## I.2. Une opportunité d'investigation

On vient de le voir, l'orientation finale de la recherche repose sur les questionnements manifestés par les membres du projet. Au cours de la phase de concertation, les

<sup>6</sup> A noter que les partenaires togolais du projet ESS Bretagne-Togo, s'ils faisaient bien partie de la phase de concertation, n'ont finalement pas intégré le collectif de recherche car l'appel à projet Recherche & Société que nous avons finalement obtenu ne permet pas de financer des structures non-bretonnes. Ils ont donc seulement été sollicités ponctuellement par le coordinateur de recherche via des questionnaires pour étayer la collecte de données.

<sup>7</sup> Habituellement, le rôle de le.la tiers veilleur·se dans une RAP est notamment de s'assurer que les protagonistes académiques ne prennent pas trop le pas sur les autres, que la composante « société civile » ne soit pas instrumentalisée. Ici, du fait de la construction de notre collectif, c'est plutôt l'inverse qui était « craint ».

<sup>8</sup> Le présent article est co-signé uniquement par le coordinateur de recherche et les membres du comité scientifique, pour des questions de disponibilité au sein du collectif de recherche.

partenaires se sont donc accordés sur le fait que la mise en place du projet de coopération ESS Bretagne-Togo crée une opportunité d'investigation. En effet, le postulat de base « La solidarité internationale effectuée de manière réciproque peut avoir des effets transformateurs sur les territoires du Nord » demande encore à être démontré.

Alors que la solidarité internationale vise, depuis le début de son existence, à améliorer grâce au contact avec le « Nord », les conditions de vie au Sud ; le présent projet cherche à améliorer les conditions de vie au « Sud » et au « Nord » grâce à la rencontre entre les deux territoires, ce qui est une tentative de redéfinition des modalités de la solidarité internationale. C'est une proposition alternative qui est une opportunité de vérifier si un tel apprentissage réciproque est possible, si le « Nord » peut se trouver enrichi par des échanges avec le « Sud », de quelle manière, et sous quelles conditions. En outre, la tentative, qui est celle du projet, de mêler les enjeux de solidarité locale et de solidarité internationale, est un point intéressant à soulever, afin d'en vérifier la pertinence.

Nous avons souhaité, pour tenter d'apporter des éléments de réponse, nous focaliser sur la montée en compétences et en connaissances des structures de l'ESS impliquées, pour leur action sur leur territoire, en particulier dans les domaines de l'économie circulaire, de l'agriculture et l'alimentation locale durables, de la gestion des communs, de l'insertion sociale et de l'économie informelle. La démarche de recherche naît donc de questionnements sur des situations professionnelles, on s'inscrit dans un régime épistémologique relevant de l'*enquête* pragmatique de Dewey, en essayant par un effort de réflexivité et de réflexion collective d'analyser et de mettre en perspective ces situations qui interrogent (Dewey, 2011).

Ces questionnements ont abouti à notre problématique de départ : en quoi des coopérations internationales peuvent-elles renforcer les structures de l'ESS via une montée en compétences sur des enjeux stratégiques de leur territoire d'intervention ? Cette démonstration a un intérêt compréhensif, à la fois pour le savoir académique, pour le secteur de la solidarité internationale et pour celui de l'économie sociale et solidaire. On veut informer la pratique de la solidarité internationale et l'internationalisation de l'ESS, en montrant que ce modèle est porteur, qu'il vaut la peine d'être entrepris, et que des évolutions en ce sens au sein de la solidarité internationale sont possibles et pertinentes.

### I.3. Les intentions de la démarche

Bien sûr, il est difficile de déterminer si un projet provoque des effets transformateurs sur l'ensemble d'un territoire : d'une part parce que le champ de l'*enquête* devient

extrêmement vaste, d'autre part parce que la temporalité de notre recherche (qui prend fin 6 mois après le projet de coopération) limite l'échelle de temps pour la récolte de données. Il a donc été nécessaire de se concentrer sur des modalités plus accessibles et plus pertinentes à l'échelle de notre projet et de notre RAP. En l'occurrence, nous avons cherché à démontrer les effets transformateurs du projet sur les partenaires présents (et à travers eux, les potentiels effets sur le territoire). Pour cela, nous avons identifié en amont du projet une « toile » de perspectives envisageables, d'effets plus ou moins plausibles du projet. Cela nous a ensuite servi à être plus méthodique, à ouvrir des capteurs afin de ne pas parler uniquement de ce qui se serait effectivement réalisé.

Un objectif est de jauger (vers l'extérieur) la pertinence du modèle de coopération, l'autre est d'apporter (vers l'intérieur) une réflexivité sur ces pratiques. Les agents principaux de notre réponse à cette problématique initiale sont donc les acteurs de l'ESS, à la fois en tant qu'objet et en tant que moteur de la recherche.

On l'aura donc compris, ce qui caractérise notre démarche de recherche, ce n'est pas seulement l'aspect participatif en lui-même, c'est aussi l'aspect « action ». C'est à dire que notre recherche a d'abord pour objectif d'avoir un impact sur le monde, en l'occurrence, sur l'écosystème de la solidarité internationale et de l'ESS. Notre recherche a bien pour objectif d'informer, de transformer la pratique actuelle et la pratique future de nos coopérations internationales et de celles des autres, ainsi que les pratiques des structures de l'ESS. Après tout, la démarche de recherche a été explicitement lancée afin de démontrer que des projets de solidarité internationale peuvent aider à transformer les territoires du « Nord », ce qui est un parti pris engagé. En cela, faire avancer cette recherche poursuit un but de transformation de la société, ce qui nous fait renouer avec les origines de la recherche-action participative, qui existe à l'origine en tant que moyen d'émancipation pour des acteurs extérieurs, voire ignorés par la recherche académique. Des théoricien.ne.s de la RAP affirment même que celle-ci n'a de sens que dans la mesure où elle permet de s'émanciper d'une situation avec laquelle on est en désaccord, et qu'il n'est donc pas souhaitable d'être neutre (Fals-Borda, 1987). Ici, bien que l'on ne corresponde pas à l'image d'une émancipation individuelle par rapport à une situation d'oppression, le postulat qui sous-tend la mise en recherche vise par sa démonstration à transformer les pratiques de la solidarité internationale et de l'ESS, dans le sens d'un renversement de perspectives. De plus, nous proposons d'analyser et de montrer la pertinence d'une dynamique inexistante car impensée : les apports du « Sud » vers le « Nord », en franchissant la *ligne abyssale* qui tend à invisibiliser les objets et les sujets non-occidentaux (De Sousa Santos, 2007).

Nous nous inscrivons donc bien, à notre manière, dans l'héritage des démarches engagées de la recherche-action participative.

## II. Rechercher comment se mettre « en recherche » collectivement

Après avoir rappelé de quelle manière la méthodologie de la recherche a été élaborée puis réajustée (1), on va se pencher sur l'appropriation progressive de la démarche par les différents partenaires (2), on fournira ensuite des exemples de résultats obtenus, sous forme de parcours chez les participant.e.s (3)

### II.1. L'élaboration de la méthodologie et ses réajustements

Au début de sa mise en place, notre recherche se basait sur un triptyque d'outils méthodologiques : journaux de bord, observation non participante et *focus groups*.

*Les journaux de bord :*

L'outil central de notre démarche devait se présenter sous la forme de journaux de bord tenus par les professionnel.le.s tout au long de leur participation au projet. Ce choix relevait d'un postulat simple : personne ne saura mieux identifier les apports du projet pour les partenaires que les partenaires eux-mêmes. Il s'agissait de remplir, pour chaque partenaire, un journal de bord alimenté après et/ou avant chaque temps fort du projet, de manière à pouvoir retracer, comme des parcours individuels et collectifs (sur le modèle des « récits de vie », mais sur une échelle de temps très réduite) la genèse et la généalogie des réflexions et transformations induites par la participation au projet. Cette modalité devait garantir la contextualisation des données en même temps que leur récolte, dans l'idée de garder cette notion temporelle, d'historicité des processus, qui permet la scientifité dans l'approche pragmatique de Dewey notamment (Dewey, 1993).

*Observation et focus groups :*

En outre, nous avions prévu deux autres modalités complémentaires de collecte de données.

D'abord, l'observation non participante de tous les temps du projet (à la fois ceux en visioconférence et ceux en présentiel), assurée par le coordinateur de recherche, et pensée comme un moyen de garantir la collecte d'un matériau de base, qui servirait à assurer une continuité tout au long du projet, là où la collecte individuelle des journaux de bord pourrait être plus irrégulière.

Ensuite, des *focus groups* avec l'ensemble du collectif de recherche, dont l'objectif serait double. D'un côté, se servir de la matière recueillie dans les journaux de bord pour initier une discussion entre tous.te.s les participant.e.s et ainsi confronter les

différentes interprétations du projet et de ses implications. De l'autre, alimenter en retour la réflexivité et l'écriture des journaux de bord en ouvrant la réflexion à des thématiques qui auraient pu être soulevées par certaines personnes et ignorées par d'autres, introduire de nouveaux thèmes de réflexion par l'échange collectif, qui pourraient ensuite infuser dans les fils de réflexion individuels.

*Les réajustements :*

Rapidement, toutefois, il est apparu que les journaux de bord n'étaient finalement pas adaptés à la configuration de notre collectif. L'outil implique des allers-retours permanents entre la pratique et la réflexivité, ce qui n'est pas une manière de travailler qui convient à tout le monde. D'autant plus qu'ici, comme indiqué plus haut, on ne s'appuie pas sur la contribution de bénévoles ou de bénéficiaires, mais de professionnel.le.s, dont les contraintes de disponibilité sont différentes. L'échec de l'expérience des journaux de bord a illustré la difficulté de greffer la recherche sur un fonctionnement déjà rôdé, la difficulté à dégager du temps réel et de la disponibilité mentale pour se consacrer à l'écriture.

Les conditions de mise en place de notre RAP ont aussi joué dans cette inadéquation initiale de la méthodologie avec le fonctionnement effectif du projet. En effet, puisque la dynamique de recherche a commencé alors même que le projet de coopération était déjà lancé, il a fallu mettre en œuvre le plus vite possible les moyens de rassembler des données. En l'occurrence, cette discussion a eu lieu lors de la première réunion du comité scientifique, puis relayé aux partenaires opérationnels pour validation<sup>9</sup>. De manière générale, la difficulté de réunir tout le monde autour de la table a été l'un des principaux obstacles rencontrés au cours de notre démarche.

Ainsi nous avons dû ré-outiller notre recherche (et cette fois-ci la réflexion a eu lieu lors d'une réunion en présence de tous les protagonistes de la RAP). L'idée retenue a été de remplacer les journaux de bord par des appels individuels avec le coordinateur de recherche avant et après les temps forts du projet de coopération. Nous sommes donc parvenus à récupérer les réflexions et les apports du projet identifiés par les acteurs eux-mêmes, bien que la quantité et la liberté des apports soit finalement moindre que ce qui était espéré avec les journaux de bord.

Cela toujours avec l'idée de pouvoir situer ces contributions dans le temps, mais aussi de pouvoir les confronter avec celles des autres membres du collectif et de les mettre en conversation lors des *focus groups*.

---

<sup>9</sup> Un accord collectif avait déjà été recueilli quant à la méthodologie de la recherche en amont, lors d'une phase d'émergence, qui remontait néanmoins à ce moment-là à plusieurs mois.

## II.2. L'appropriation progressive de la recherche par ses acteurs

La composition du collectif de recherche a donc pu créer un démarrage laborieux, que l'on peut attribuer en partie à l'implication de professionnel.le.s de l'ESS en tant que protagonistes majeurs de la recherche. L'une des principales difficultés a été celle de la continuité : en effet, sur les 7 personnes faisant à l'origine partie du collectif, 3 en sont sorties (changement de poste, délégation de la participation au projet à quelqu'un d'autre, ou bien changement d'organisation), 2 sont arrivées en cours de route (en même temps qu'elles rejoignaient le projet de coopération) et 1 a changé d'organisation tout en restant dans le projet, avec une nouvelle casquette. En plus de ce turn-over, le manque de disponibilité physique et mentale des travailleurs de l'ESS a complexifié la coordination de la recherche, l'organisation de réunions communes. Souvent, la recherche s'est retrouvée reléguée au second plan dans l'ordre des priorités des participant.e.s, surtout au début du processus. Ces difficultés ont contribué aux débuts tâtonnants du processus de recherche.

Si les partenaires opérationnels avaient été consultés et s'étaient accordés sur une participation au collectif de recherche lors de la phase d'émergence, le temps écoulé entre la réponse à l'appel à projet et le début effectif de la recherche l'avaient fait reculer dans l'ordre des priorités. En effet, la recherche n'a été initialement que faiblement prise en charge par les acteurs du projet. Le changement de méthode, avec l'introduction des appels individuels, a permis de remobiliser les différents acteurs du collectif. Mais c'est surtout à partir de la mission au Togo, et lors des temps collectifs y ayant fait suite, que l'appropriation de la recherche est devenue plus forte, à partir du moment où les participant.e.s ont pu échanger autour d'une expérience commune et où les enjeux de la recherche sont apparus de façon plus concrète.

De la même manière, l'implication des membres du comité scientifique est plutôt un concours de circonstances, ils ont été « recrutés » dans la démarche plus qu'ils ne se la sont approprié au départ. Cela a provoqué un temps de flottement, les membres du comité n'ayant pas initialement d'intérêt scientifique dans la participation à cette recherche. Le rôle du comité scientifique est resté un temps flou entre posture de simple conseil pour aiguiller la recherche et partie prenante des opérations. Ces questions se sont dénouées peu à peu en même temps que les membres du collectif s'appropriaient eux aussi davantage le processus de recherche. C'est quand le comité scientifique et la partie « opérationnelle » du collectif se sont véritablement rencontrés avec de la matière autour de laquelle échanger que les rôles de chacun sont devenus plus clairs. C'est dans une dynamique d'échange avec les participant.e.s, en rebondissant sur les retours d'expériences et les réflexions du collectif avec des

références et des cadres académiques que la participation du comité scientifique a pris davantage de sens, et permis l'enrichissement de la dynamique de recherche.

### **II.3. Les résultats provisoires**

Bien que cela ne soit pas le propos central de l'article, nous allons relater ici certains résultats que nous avons recueillis sur différents sujets, afin d'illustrer le genre de matériel avec lequel nous travaillons. On anonymise ici les personnes en les nommant par une initiale, mais pas les structures, pour une meilleure compréhension.

Nous avons choisi de prendre comme exemple ici le parcours d'A. (TAg35) par rapport à l'économie informelle comme sujet d'intérêt :

L'économie informelle est un sujet identifié dès le départ par A. avant même son implication concrète dans le projet, notamment dans l'optique de renforcer la pratique d'accompagnement à l'entreprenariat en ESS du Tag35, dans le sens d'un mouvement en direction de nouveaux publics, d'une meilleure prise en compte des activités informelles. TAg35 a été amené à se former sur le sujet récemment, la rencontre avec les partenaires togolais, habitués à travailler avec l'économie informelle (selon la dernière étude de l'institut togolais de statistique, 87,9 % de l'économie togolaise était informelle : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques, 2019), est donc une opportunité d'approfondir ces nouvelles connaissances.

La participation au groupe de travail (GT) « Économie Informelle » sera avant tout une source de frustration, notamment dans la manière superficielle d'aborder le sujet, qui ne permettra pas de répondre aux intérêts d'A. ni de sa structure, la majeure partie du temps étant consacrée à la présentation d'actions des différents partenaires.

Rentrer dans le vif du sujet des liens entre ESS et économie informelle sera ensuite un objectif affirmé pour la mission au Togo pour A., qui en fait son fil rouge afin de rapporter des pistes de travail utiles pour TAg35, notamment pour être capable d'accompagner des porteur.se.s de projet évoluant dans l'informel (ce que la structure ne parvient pas suffisamment à faire actuellement).

Comprendre à la fois comment quelque chose qui représente plus de 80 % de l'économie peut rester informel, et quels avantages et inconvénients cela comporte pour les personnes qui pratiquent leur activité dans ce cadre.

Cet objectif est atteint, lors des échanges et de la découverte des méthodes d'accompagnement à l'entreprenariat de l'organisation togolaise Miawodo, qui parvient à intégrer dans ses parcours d'incubation et de formation des personnes évoluant aussi bien dans le formel et dans l'informel. Une méthodologie qui est en

phase avec ce que souhaiterait A. pour le TAg35 : ne pas faire de distinction entre les personnes accompagnées selon la nature de leur activité, et parvenir à « recruter » tous types de profils dans le parcours d'incubation.

Au retour de la mission, A. évoque des perspectives d'échanges pour le TAg35 avec Miawodo, en tant qu'expert sur les questions d'incubation pour des activités encore informelles : « beaucoup de choses à apprendre d'eux ». Une autre hypothèse est citée, celle de faire le lien avec la Ville de Rennes, qui a lancé récemment un diagnostic sur la compréhension de l'économie informelle, pour lequel Miawodo pourrait aussi jouer un rôle d'expert à mobiliser.

Enfin, elle en retirera aussi des réflexions qui alimenteront une discussion collective plus globale sur l'économie sociale et solidaire et les moyens d'y faire adhérer des personnes plus extérieures (non convaincues), y compris en France.

On parvient donc à collecter des données par plusieurs moyens, et à reconstruire des parcours afin de mettre en forme les effets transformateurs du projet sur les participant.e.s en lien avec les sujets identifiés au départ. C'est le signe que notre protocole de recherche est à minima fonctionnel, toutefois, la partie la plus intéressante du processus participatif est à trouver ailleurs, dans les temps collectifs dédiés à la recherche.

### **III. Se saisir de la recherche-action participative pour se transformer et transformer la société**

En prenant notre expérience de recherche comme point de départ, nous allons illustrer plusieurs mécanismes par lesquels les acteurs de l'ESS peuvent profiter d'une démarche de recherche-action participative pour jouer un rôle proactif dans la transition socio-écologique : l'intensification de la réflexivité sur ses propres pratiques (1), la construction collective de savoirs (2), et la valorisation de ces savoirs expérientiels (3).

#### **III.1. Une caisse de résonance pour la réflexivité sur les pratiques**

Pour les professionnel.le.s, l'intérêt ne se situe pas seulement dans les résultats, mais également dans le processus lui-même, dans la réflexivité accrue qu'implique l'engagement dans la RAP, qui entraîne un changement de posture. Cette nouvelle posture assumée par les participant.e.s au projet leur fait aborder les échanges d'une nouvelle manière.

Les allers-retours entre le projet et la recherche alimentent à la fois le projet et la recherche. En effet, les participant.e.s se servent de leur expérience du projet pour répondre à la problématique initiale, et les discussions du collectif de recherche

soulèvent des points d'approfondissement pour le projet. Étant donné qu'un des apports majeurs de la participation à la coopération du point de vue des structures bretonnes est la remise en question de leurs pratiques et/ou du développement de l'ESS, le regard de recherche ne fait que renforcer cette posture et aiguiller le regard des participant.e.s. La transition socio-écologique est un moment propice à la remise en question, ces questionnements à l'aune de la rencontre avec les partenaires togolais prennent donc encore davantage de pertinence.

Par le dialogue avec le comité scientifique, certaines réflexions peuvent être explicitées ou davantage cadrées, soutenant ainsi la formation d'une réflexivité chez les partenaires opérationnels du projet. Les temps de recherche font office de caisse de résonance pour ce mouvement de réflexivité induit par le projet, qui s'en trouve donc amplifié.

Ainsi, la recherche renforce la pertinence du projet en direct, en plus de créer des résultats qui pourront aussi être mobilisés pour informer les pratiques futures. Par cette démarche, les réflexions individuelles retirées de la participation au projet se voient enrichies, et dépassent le stade de retours d'expérience.

### **III.2. Le passage d'une expérience individuelle à une réflexion collective**

En plus de ce renforcement des effets du projet sur les participant.e.s, au niveau individuel, le processus collectif de recherche produit d'autres types de savoirs au niveau du groupe.

Cette réflexion se construit d'une part à travers des processus individuels (qu'on a pu suivre avec les appels individuels) par lesquels les membres du collectif, dans les échanges au sein du projet, identifient des sujets d'intérêt pour eux, pour leur structure ou pour l'ESS en général.

Mais aussi d'autre part à travers un processus collectif, précisément grâce à la dynamique de recherche. La recherche ne sert pas simplement à suivre et retranscrire des processus existants mais bien à en insuffler de nouveaux. C'est dans les *focus groups* que de nouvelles idées émergent ou bien se modifient les unes au contact des autres.

C'est par exemple dans ce contexte que les participant.e.s sont revenu.e.s ensemble sur les enseignements marquants de la mission au Togo, ce qui a débouché sur des discussions portant également sur l'ESS en France, et été l'occasion de confirmer que ce que chacun retire de cette expérience peut largement varier.

Par exemple : sur l'accompagnement à l'entreprenariat tel qu'observé chez les partenaires togolais, certains retiennent la flexibilité des modèles, l'inclusivité

notamment vis à vis des personnes exerçant dans l'informel. D'autres soulignent plutôt que ces formes d'accompagnement ne poussent pas à entreprendre en ESS mais bien à mettre en place des activités de subsistance, ce qui est utile individuellement mais ne tend pas à résoudre le problème de la pauvreté de manière collective.

Pour les premiers, c'est une source d'inspiration, des façons de faire pertinentes à faire infuser dans l'ESS d'ici pour faire évoluer les modèles d'accompagnement.

Les seconds retirent plutôt une interrogation sur la possibilité d'une véritable compréhension, d'une vision commune entre ESS à la française et ESS à la togolaise, tant les buts et les fondements sont divergents : autonomie financière des personnes par l'auto-emploi côté togolais, salariat et émancipation collective côté français.

Ces observations mènent donc à une réflexion commune sur les potentialités pour l'accompagnement à l'entreprenariat dans l'ESS en France (enrichie par le contact avec les autres participants du collectif de recherche). On débouche alors sur une discussion plus large sur « que doivent-être les buts de l'ESS » et « comment faire adhérer à l'ESS », toujours à la lumière de l'expérience croisée du Togo et de la France.

Ainsi, le débat collectif et la mise en résonance des interprétations personnelles rajoute une couche de réflexion supplémentaire à l'expérience individuelle, et permet de questionner les pratiques de chacun voire la vision de l'ESS en général.

### **III.3. La valorisation des savoirs collectifs vers un rôle transformatif**

Ces réflexions communes produites lors des temps dédiés à la recherche ne s'inscrivent pas directement dans la trame imaginée initialement, mais la malléabilité de la recherche participative permet une redéfinition permanente et collective des objectifs et des sujets de la recherche.

En l'occurrence, la démarche de recherche a été lancée avec le sujet de base des « effets transformateurs sur les structures ESS bretonnes » puis ensuite, au fil de l'engagement au sein du projet, d'autres idées ont fini par émerger. C'est lors d'un *focus group* que d'autres sujets intéressants à approfondir ont été identifiés collectivement, lorsque le collectif s'est posé la question « sur la base de notre expérience commune, que veut-on transmettre aux autres acteurs de l'ESS, de la solidarité internationale, des pouvoirs publics ? », et a abouti aux quatre sujets suivants :

- L'adhésion à l'ESS (en France et au Togo, au regard de ce que la confrontation entre les deux contextes nous a montré) notamment dans le cadre de l'accompagnement de porteur.se.s de projets

- L'ancrage historique de l'ESS en France et au Togo. Une manière d'expliquer que, contrairement à d'autres formats d'échanges, on ne peut pas transposer les initiatives inspirantes, mais que d'autres mécanismes sont à l'œuvre
- Les modèles socio-économiques des organisations togolaises (activités génératrices de revenu, doubles structures)
- La transversalité et la capacité d'expansion et d'innovation des organisations togolaises

Ces nouvelles idées permettent d'embrayer ensuite sur une nouvelle dynamique parallèle. Ce qui est perçu comme plus fertile par les participant.e.s du projet devient un nouvel objet à investiguer par la recherche. Le fait que la recherche soit menée par des acteurs impliqués directement sur terrain investigué permet ces réajustements, cet enrichissement des perspectives. La recherche se fait de plus en plus pertinente au regard de l'expérience des membres du collectif.

Dans l'optique que la recherche ait un intérêt pour orienter les pratiques au-delà du collectif, le fait de pouvoir se demander, entre participants au projet et membres du comité scientifique : « que veut-on partager aux autres ? » à partir de ces données récoltées est une valeur ajoutée de la recherche-action participative. C'est là que monter dans les niveaux de participation prend du sens. Le regard des principaux intéressés ne sert pas uniquement de teinte par-dessus un travail mené par des chercheur.se.s, mais bien de boussole pour les objectifs de la recherche. Cela permet donc une valorisation potentiellement plus en accord avec ce qui peut intéresser le secteur de l'ESS.

On est ici en rupture avec la plupart des recherches participatives, où ce sont les acteur·ice·s académiques qui assurent l'analyse des données, l'écriture des résultats et leur valorisation (Lasida et al., 2022) tandis que les acteur·ice·s non-académiques sont présents dans la récolte des données et les réflexions initiales. Dans le fonctionnement de notre collectif, ce sont bien les acteurs de l'ESS qui, après s'être saisis de la démarche de recherche par leurs questionnements initiaux, continuent de piloter le processus et d'orienter la valorisation des résultats, ce qui doit avoir pour conséquence de produire des résultats plus pertinents à relayer auprès de leurs pairs notamment.

Cette approche de la recherche-action participative permet aux acteurs de l'ESS de prendre un nouveau rôle à l'interface entre recherche et société, d'actionner par eux-mêmes les mécanismes de la recherche académique pour en tirer les fruits et en faire profiter leurs territoires. Il ne s'agit pas seulement d'affiner la pertinence de la recherche en faisant participer les protagonistes les plus proches, mais bien par ce

même mouvement de récupérer l'initiative du mouvement de recherche pour les acteurs de terrain.

Avec l'appropriation des outils de la RAP par l'ESS, on va donc à la fois aborder des sujets plus pertinents, les traiter de manière plus adéquate, et valoriser les résultats conformément à ce qui est au plus proche des préoccupations des acteurs.

## Conclusions

Notre expérience témoigne bien de l'opportunité que représente cette appropriation, tout en présentant du même coup certaines difficultés inhérentes à l'implication d'acteurs de l'ESS dans une dynamique de recherche.

Ces acteurs sont les initiateurs de la recherche, se mettent en réflexion sur leurs pratiques, et produisent ainsi du savoir de manière endogène, ce qui porte une valeur en soi, ainsi qu'une valeur ajoutée pour la connaissance en général et pour le milieu dans lequel ils agissent.

Cela justifie, malgré les freins existants, de vouloir étendre ce genre de mouvement de recherche à davantage d'acteurs de l'ESS. Cela implique, sans doute, d'inventer des processus plus flexibles, des solutions pensées sur mesure pour les acteurs de l'ESS, afin que l'investissement dans une dynamique de recherche puisse se superposer de façon harmonieuse à leurs activités routinières. Cette innovation devrait provenir à la fois du monde de la recherche et du monde de l'ESS.

De manière générale, la recherche participative est toujours en cours de développement, en tout cas en France (il suffit de voir l'exemple du rôle de tiers-veilleur·se, dont les contours sont encore flous pour la plupart des acteurs), l'opportunité d'innover existe donc. L'ESS peut et doit prendre une place particulière dans ce pan de la recherche, en tant que porteur d'innovation et en tant que secteur central dans la transition socio-écologique, qui doit être l'objectif principal de la recherche dans les années à venir.

## Bibliographie

Assemblée générale des Nations Unies. 2023. *Résolution 77/281 : La promotion de l'économie sociale et solidaire au service du développement durable* (18 avril 2023)

Commission Européenne, 2021, *Construire une économie au service des personnes: plan d'action pour l'économie sociale*.

Conseil de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 2022, *Recommandation du Conseil sur l'économie sociale et solidaire et l'innovation sociale* (10 juin 2022).

DEWEY J., 1993, *Logique. Théorie de l'enquête* (1938), Paris, PUF.

DEWEY J., 2011, *La formation des valeurs*, Paris, La Découverte.

ELBERS, W., et L. SCHULPEN. 2013, « Corridors of Power: The Institutional Design of North–South NGO Partnerships ». *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, vol. 24, n° 1, p. 48-67

FALS-BORDA O., 1987, « The Application of Participatory Action-Research in Latin America ». *International Sociology*, vol. 2, n° 4, p. 329-47.

GILLET A., et TREMBLAY D. G., 2017. *Les recherches partenariales et collaboratives*. PUQ.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques, 2019, *Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel, 2017 : Rapport final*.

LASIDA E., et al. 2022, « Le savoir de l'expérience de la pauvreté. Étude à partir d'une recherche participative sur « les dimensions de la pauvreté avec les premiers concernés » ». *Participations*, vol. 32, n° 1, p. 93-125.

de LEENER, P., 2013 « Le partenariat contre l'altérité? Comment, sous couvert de partenariat, le déni de ce qui rend autre l'autre se renouvelle dans les impensés de la solidarité internationale ». *Monde en développement*, no 1, p. 79-92.

OLIVIER de SARDAN, J., 2022, « Compter sur ses propres forces. Face à la dépendance à l'aide, promouvoir les experts contextuels dans les politiques publiques en Afrique ». *Global Africa*, vol. 1, no 1, p. 96-111.

ONG Lab, 2020, *La localisation de l'aide. Plus de proximité permet-il d'assurer l'autonomie des projets déployés ?*

Organisation Internationale du Travail, 110<sup>e</sup> session, 2022. *Résolution concernant le travail décent et l'économie sociale et solidaire*. (10 juin 2022)

Réseau Bretagne Solidaire, 2023, *Mutations et transitions de la Solidarité Internationale en Région Bretagne*

RIECAU G., et al., 2024, *Construire les métiers et les emplois de la transition écologique et sociale*, Centre d'études de l'emploi et du travail.

SOUCHARD N., et Y. BONNY, 2015, « La recherche-action coopérative, une voie contributive aux productions de la société civile? » *Chercheur.es et acteur.es de la participation: Liaisons dangereuses et relations fructueuses*.

de SOUSA SANTOS, B., 2007 « Beyond abyssal thinking ». *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*.

STIEGLER, B., (dir.), 2020, *Bifurquer. Il n'y a pas d'alternative*, Les Liens qui Libèrent.

## Annexe 1 : Structures participantes du projet de coopération Bretagne-Togo

Structure	Pays	Nature	Sujets
STADD <sup>10</sup>	Togo	Porteur de projet	Économie circulaire, Accompagnement à l'entreprenariat
SMPDD <sup>11</sup>	Togo	Porteur de projet	Insertion, plaidoyer, accompagnement à l'entreprenariat
Miawodo	Togo	Porteur de projet	Économie circulaire, Accompagnement à l'entreprenariat
ENPRO <sup>12</sup>	Togo	Porteur de projet	Économie circulaire
OADEL <sup>13</sup>	Togo	Porteur de projet	Tiers-lieux, Alimentation durable et locale, Culture
PASYD <sup>14</sup>	Togo	Porteur de projet	Accompagnement à l'entreprenariat
UONGTO <sup>15</sup>	Togo	Réseau d'ONG	Développement des ONG
FONGTO <sup>16</sup>	Togo	Réseau d'ONG	Développement des ONG

<sup>10</sup> Science et Technique Africaines pour un Développement Durable

<sup>11</sup> Solidarité Mondiale pour les Personnes Démunies et les Détenus

<sup>12</sup> Ecosystème Naturel Propre

<sup>13</sup> Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local

<sup>14</sup> Partage et Action en Synergie pour le Développement

<sup>15</sup> Union des ONG du Togo

<sup>16</sup> Fédération des ONG du Togo

CRESS <sup>17</sup> de Bretagne	France	Réseau de structures de l'ESS	Développement de l'ESS, Alimentation durable et locale, Insertion, Économie circulaire
Pôle ESS du pays Fougères	Structure d'accompagnement de l'ESS / Porteur de projet	Structure / Porteur de projet	Développement de l'ESS, Alimentation durable et locale, Insertion, Accompagnement à l'entreprenariat
TAg35 <sup>18</sup>	France	Structure d'accompagnement de l'ESS	Accompagnement à l'entreprenariat
La Basse Cour	France	Porteur de projet	Tiers-lieux, Alimentation durable et locale, Culture
Association Xylm France	Porteur de projet		Développement de la solidarité internationale, Alimentation durable et locale

<sup>17</sup> Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire

<sup>18</sup> Trajectoires Agiles 35